

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : 41/087/2010

ÉFAI

2 décembre 2010

Amnesty International prie instamment le gouvernement mexicain de protéger efficacement les défenseurs des droits humains

Amnesty International a instamment prié le gouvernement mexicain, jeudi 2 décembre, de fournir immédiatement une protection à Obtilia Eugenio Manuel et à son mari, Cuauhtémoc Ramírez. Ces deux défenseurs des droits humains ont en effet de nouveau été menacés de mort uniquement en raison de leur action en faveur des droits fondamentaux. Tous deux font partie des dirigeants de l'Organisation du peuple indigène me'phaa (OPIM), qui défend les droits des indigènes dans l'État de Guerrero.

Le 28 novembre 2010, Obtilia Eugenio Manuel et Cuauhtémoc Ramírez ont trouvé, glissée sous leur porte d'entrée, une lettre anonyme contenant des menaces de mort liées principalement à l'action qu'ils mènent afin que justice soit rendue pour Inés Fernández et Valentina Rosendo, deux Tlapanèques torturées et violées par des militaires en 2002. Dans ces deux affaires, la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a récemment condamné l'État mexicain.

Ces dernières années, les membres de l'OPIM ont reçu des menaces à plusieurs reprises. C'est pourquoi la CIDH a ordonné que des mesures conservatoires soient prises en faveur d'Obtilia Eugenio Manuel, de son mari, de ses enfants et de 107 autres défenseur-e-s des droits humains de l'État de Guerrero. Dans cette lettre, Obtilia Eugenio Manuel et Cuauhtémoc Ramírez sont menacés en raison de leurs efforts pour faire en sorte que les décisions de la CIDH soient appliquées.

Bien que le gouvernement se soit engagé à mettre en place des mesures de protection en faveur des défenseurs des droits humains en danger, plusieurs d'entre eux ont indiqué que le fait que ces mesures ne soient pas appliquées de manière prompte et efficace les laissait vulnérables à de nouvelles agressions. Ces nouvelles menaces contre des dirigeants de l'OPIM mettent en évidence les carences des mesures de protection fournies par les autorités.

Le cas d'Obtilia Eugenio Manuel et Cuauhtémoc Ramírez démontre une fois de plus qu'il est nécessaire que le gouvernement mexicain développe de toute urgence un mécanisme complet de protection pour les défenseurs des droits humains en danger.

Ces nouvelles menaces liées aux efforts légitimes des défenseurs pour que soient appliquées les décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme prouvent qu'il est important que le gouvernement assure à ces personnes une protection efficace et veille à ce que les décisions rendues par la CIDH contre le Mexique soient pleinement mises en pratique.

En complément :

Plusieurs photographies d'Obtilia Eugenio Manuel sont disponibles à l'adresse suivante :

https://adam.amnesty.org/asset-bank/action/search?attribute_603=UA+Obtilia+Eugenio+Manuel.